

Citoyens Militants

www.mrc-france.org

Bulletin d'information du Mouvement Républicain et Citoyen - Août 2012 - No :19



AVEC LE MRC, LA RÉPUBLIQUE AU CŒUR DE LA MAJORITÉ

Jean-Luc Laurent, Président du MRC

Le printemps hollandais a eu lieu. Du discours du Bourget jusqu'au second tour des élections législatives, François Hollande a fait un sans-faute qui lui a permis, fort de l'aspiration au changement de millions de Français, de battre Nicolas Sarkozy puis de se doter d'une majorité stable à l'Assemblée Nationale.

Jean-Pierre Chevènement en se retirant de l'élection présidentielle a choisi les yeux ouverts, le rassemblement. Notre parti a fait le choix d'être au cœur de cette majorité pour être la composante républicaine qui agira pour continuer à faire bouger les lignes et aider la gauche à réussir. Le MRC a conclu un accord législatif sur des bases politiques claires qui énoncent nos points d'accord tel le redressement par la réindustrialisation mais aussi notre vigilance concernant par exemple le maintien de la souveraineté budgétaire de la France. Cet accord nous a permis de tripler notre effectif à l'Assemblée Nationale. C'est une nouvelle étape qui s'ouvre pour la gauche et pour notre parti : être majoritaire, gouverner et redresser le pays. Pour tous, le temps des facilités de l'antisarkozysme est fini.

La situation française n'est pas bonne. Après dix ans d'errements de droite, ni notre économie ni notre société ni nos institutions ne sont en bonne santé. Le monde de l'après 1989, devenu celui de l'après 11 septembre, est chaque jour plus dangereux comme le montre la situation au Sahel. Le rapport de force en Europe n'est pas spontanément favorable au progrès social et à l'intervention publique. Ainsi, si le sommet européen a montré que les lignes ont bougé en faveur de la croissance à l'initiative de François Hollande, la crise de l'Euro, qui n'est pas terminée, appellera des propositions et des initiatives de la France. Dans ce contexte difficile, nous avons choisi la responsabilité. Si le MRC n'a pas de représentant au gouvernement, nous sommes les deux pieds dans la majorité : nos députés ont voté la confiance au Premier Ministre et nous exerçons différentes responsabilités dans la nouvelle majorité parlementaire où nous disposons de la liberté de vote qui est le moyen d'assurer notre liberté de pensée et d'action.

1924, 1936, 1981, 1997... 2012 une nouvelle page s'ouvre. Nous n'avons jamais douté de la force de nos idées, et plus encore de leur actualité. Il nous faut les faire vivre, c'est-à-dire les exprimer, les faire connaître, les diffuser mais aussi les confronter aux débats contemporains et ne se laisser enfermer dans aucune case politique identitaire : la République doit sortir de sa réserve et s'affirmer. Notre tâche consiste maintenant à faire du MRC, la force républicaine de la majorité.

Notre université d'été, qui aura lieu cette année les 15 et 16 septembre à Belfort, sera l'occasion de nous affirmer dans cette période nouvelle.

SOMMAIRE

Pages 2 - 3

Garder le cap sur les questions essentielles

Jean-Pierre Chevènement

Page 4

Les trois députés du MRC

Marie-Françoise Bechtel

Christan Hutin

Jean-Luc Laurent

Pages 5 - 7

Élections législatives - Le bilan politique

Bastien Faudot

Page 8

Élections législatives - Les candidatures autonomes

Bulletin d'adhésion au MRC

Page 9

Landfried - Devedjian : on refait le match ?

Revue de presse

Pages 10 - 11

Le programme de l'université d'été

Informations pratiques

Page 12

Bulletin d'inscription à l'université d'été

Hébergement

« Je soutiendrai [*François Hollande*] les yeux ouverts, mais sans démagogie, avec le seul souci de lui faire entendre des arguments auxquels d'autres n'auraient pas pensé. J'ai assez de pratique pour savoir qu'en dernier ressort, le Président de la République est maître de la décision » disait Jean-Pierre Chevènement le 14 mai 2012 dans un entretien à L'Est républicain. Autrement dit, ce sont l'expérience et la réflexion qui guideront la contribution de Jean-Pierre Chevènement et de ses amis au travail de redressement de la France entamé par la nouvelle majorité. Dans la période qui s'ouvre, pour garder le cap, il est bon de relire les prises de positions de Jean-Pierre Chevènement sur les thèmes majeurs : situation du pays, euro, Allemagne, réindustrialisation, plan B.

Sur..la situation budgétaire du pays

Entretien à L'Express - 23 mai 2012

Dans le collectif budgétaire de l'été, [*François Hollande*] engagera des dépenses, fortes symboliquement, telles que le relèvement de l'allocation de rentrée scolaire ou la mise à la retraite des personnes qui auront cotisé quarante et une années à l'âge de soixante ans. Tout cela étant compensé à l'euro près. (...) La situation du pays est d'une telle gravité qu'il ne faut rien cacher au peuple. Le président Hollande, comme Mendès-France autrefois, saura dire pourquoi on ne peut pas tout faire tout de suite.

Sur..la vice congénital de la monnaie unique

Entretien à Marianne - 16 juin 2012

Les concepteurs de la monnaie unique pensaient qu'avec le « pacte de stabilité », les économies finiraient par converger. Pari bien léger : l'expérience des unions monétaires a montré, soit qu'elles finissaient par exploser, faute de véritable unité politique (union latine, union scandinave), soit qu'elles renforçaient les inégalités de départ en polarisant la richesse et le sous-développement aux extrémités ; c'est le cas de la lire italienne creusant l'écart entre l'Italie du Nord et le Mezzogiorno, ou de l'unification monétaire allemande de 1990, faisant des Länder de l'Est une zone périphérique. Entre l'Allemagne et les pays du nord de la zone euro d'une part et les pays de la Méditerranée d'autre part, les écarts de compétitivité et de balances commerciales se sont creusés en dix ans.

Carnets de Jean-Pierre Chevènement - 25 mai 2012

L'effritement du cours de l'euro (7 centimes) sur le marché des changes donne lieu à une campagne d'alarmisme totalement déplacée, au motif que l'automobiliste, à la pompe, ferait les frais de l'affaiblissement de l'euro. Cette thèse reflète les intérêts des

rentiers, des détenteurs d'actifs financiers et pas du tout ceux des couches populaires. Celles-ci ont besoin que l'activité économique se redresse. Alors les salariés auront de quoi payer l'essence à la pompe. L'euro à 1,25 dollar reste très au-dessus de son point le plus bas (82 centimes de dollar atteint en l'an 2000) et même au-dessus de son cours de lancement au 1er janvier 1999 (1,16 dollar). Il y a une stricte corrélation entre la surévaluation de l'euro depuis dix ans et l'accélération de la désindustrialisation de la France, même s'il y a d'autres causes à l'affaiblissement de notre tissu industriel.

La « monnaie forte », idole de l'Establishment et de la bien-pensance depuis trois décennies, a écrasé notre compétitivité. Elle a abouti à la fonte de la part de l'industrie dans le produit national (de 27 à 12 %), à la perte de plus de 2 millions d'emplois industriels, à l'accélération des délocalisations et à l'effondrement de notre balance commerciale. (...) En fait, un euro à 1 dollar vingt cinq est encore beaucoup trop cher. Je souhaite, pour le redressement productif du pays, que l'euro tombe à au moins un dollar et même moins. Ce serait la meilleure chose qui pourrait arriver à notre industrie et à notre commerce extérieur.

Sur..la position allemande

Entretien à Marianne - 16 juin 2012

Mme Merkel ne peut subordonner des réponses urgentes à un projet d'intégration politique pour le moins fuligineux : l'élection du Président de la Commission européenne au suffrage universel - que la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe aussi bien n'autoriserait pas - ou la nomination d'un Ministre des Finances européen qui équivaldrait à priver les Parlements nationaux de leur attribution essentielle, le vote du budget. (...) Une « union de transferts » impliquerait un effort de partage insupportable et pas seulement pour l'Allemagne. Un petit exercice arith-

métique, à la portée d'un élève de sixième, montre que la solidarité en Europe est financée à 97,5 % par les nations. Si la moyenne des prélèvements obligatoires - le meilleur indice de la solidarité - est de 40 % du PIB dans la zone euro, le budget européen n'est que de 1 %. Le projet de porter le niveau de transfert à l'intérieur de l'Europe à 20 %, 10 %, voire 5 %, est totalement impraticable. (...) Je ne donne pas tort à l'Allemagne de mettre l'accent sur la responsabilité des Etats. Les Allemands ont déjà payé plus de 1000 milliards pour l'intégration de leurs Länder de l'Est. Ils ne veulent pas payer encore pour le Péloponnèse ou l'Estramadoure. L'ardoise de la monnaie unique est déjà de plus de 500 milliards. Jusqu'où les peuples sont-ils prêts à aller dans la voie de la solidarité ? Les Français ne sont pas vraiment conscients qu'on leur demande de payer un peu plus de 100 milliards pour sauver non pas la Grèce ou l'Espagne mais la monnaie unique, véritable tonneau des Danaïdes. Les Allemands ont la tête plus près du bonnet.

L'Allemagne vise la compétitivité à l'échelle mondiale. La réponse de Mme Merkel à la crise de la zone euro est de vouloir mettre tout le monde en Europe à la diète. Mais la récession qui s'ensuivrait se retournerait contre l'Allemagne. La paupérisation des Etats leur permettrait à peine d'exercer leurs fonctions régaliennes. La seule puissance subsistante serait celle des grands groupes industriels et financiers qui sont pour la plupart concentrés dans l'espace rhénan. Le « modèle allemand » ne peut être transféré au reste de l'Europe. L'Europe méditerranéenne ne se laissera pas transformer en un vaste Mezzogiorno. Revenons aux réalités : la Grèce n'est pas l'Allemagne, et la France non plus.

Sur..la réindustrialisation de la France

Entretien à L'Express - 23 mai 2012

Il faut d'abord stopper la désindustrialisation, qui se poursuit depuis le milieu des années 70 : nous avons alors près de six millions de travailleurs dans l'industrie, il en reste un peu plus de trois. La fin de la surévaluation de l'euro est une condition du redressement économique. L'effritement de l'euro est de ce point de vue une bonne chose. Mais nous sommes encore loin du point bas de l'euro 82 centimes de dollar en 2000 et même de son cours de lancement : 1,16 dollars. (...)

François Hollande va mobiliser 12 milliards pour les entreprises industrielles, à travers le livret d'épargne industrie. L'épargne française, c'est 16 % du revenu. C'est un atout majeur. Il faut la réorienter vers le tissu des PMI, car elle s'investit trop au-delà des

frontières : 150 milliards quittent le pays chaque année, alors que 50 milliards seulement de capitaux étrangers s'investissent en France. Les avoirs français à l'étranger hors de notre pays représentaient 80 milliards il y a trente ans, contre 2000 milliards aujourd'hui : c'est colossal ! Il faut rééquilibrer les flux avec une vue d'ensemble, qui fait défaut aujourd'hui car il n'y a plus de vrai ministère de l'Industrie. Aujourd'hui, c'est une coquille vide.

Sur..la nécessité d'un plan B

Entretien à Marianne - 16 juin 2012

Il faut changer les règles de la monnaie unique. Et, en particulier, donner à la Banque Centrale la mission de garantir, bien plus que la stabilité monétaire, la stabilité financière du système. Il serait nécessaire d'adosser le MES (mécanisme européen de stabilité) à la Banque Centrale européenne. Comme le propose François Hollande, une très forte initiative de croissance doit être prise à l'échelle de l'Europe : plan d'investissement d'au moins 1000 milliards d'ici 2020 financé par l'emprunt, relance salariale là où c'est possible, action concertée des banques centrales à l'échelle mondiale pour soutenir la croissance. On ne peut fermer le robinet budgétaire que si on laisse couler le robinet monétaire. (...) La sagesse voudrait que nous revenions à terme à un euro « monnaie commune ». L'euro resterait la devise commune de tous les pays européens qui le souhaitent : ceux de la zone euro mais d'autres aussi, qui se sont tenus jusqu'ici à l'écart. L'euro vaudrait dans les transactions internationales et les monnaies nationales recréées ne seraient convertibles qu'en euros. Ce SME bis permettrait, à travers des parités négociées, de tenir compte des écarts de compétitivité qui se sont creusés. (...) On ne fera avancer l'Europe qu'en partant des réalités, c'est-à-dire des nations elles-mêmes. C'est pourquoi je ne suis pas partisan qu'on mette à la porte ni la Grèce ni l'Espagne qui sont l'une et l'autre deux grandes nations auxquelles l'Europe doit beaucoup. A court terme nous devons trouver des solutions qui nous donnent du temps : celui d'une réflexion collective sur l'Europe que nous voulons faire. Celle-ci, au XXI^e siècle, est nécessaire au regard de la nouvelle bipolarité du monde entre la Chine et les Etats-Unis. Mais nous la ferons avec les nations, à leur rythme, c'est-à-dire à géométrie variable, et en l'ouvrant largement vers l'Est et vers le Sud. Non, l'Europe ne doit pas disparaître mais elle doit être construite sur des bases réalistes pour ne pas devenir une nouvelle « prison » des peuples.



Le blog de Jean-Pierre Chevènement

Sénateur du Territoire de Belfort, président d'honneur du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) et président de la Fondation Res Publica



LES TROIS DÉPUTÉS DU MRC



MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

- Députée de l'Aisne
- Vice-présidente de la commission des lois



CHRISTIAN HUTIN

- Député du Nord
- Vice-président de la commission des affaires sociales



JEAN-LUC LAURENT

- Député du Val de Marne
- Membre de la commission des affaires économiques
- Membre du bureau de l'Assemblée nationale, Secrétaire

LE VOTE DE CONFIANCE AU GOUVERNEMENT DE JEAN-MARC AYRAULT

Les trois députés du Mouvement Républicain et Citoyen, composante de la majorité présidentielle, ont voté la confiance au gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Ils se félicitent que l'orientation donnée par le Premier ministre dans sa déclaration de politique générale soit celle du **redressement de la France**.

Rendu nécessaire par la crise économique d'une ampleur exceptionnelle qui secoue notre pays comme tant d'autres, ce redressement ne pourra se faire sans **un retour à une prospérité économique seule à même de permettre le maintien de notre modèle social et le retour à l'équilibre des comptes publics**.

C'est la raison pour laquelle les élus du MRC entendent mettre toute leur force de proposition au service des mesures de redressement productif qui demanderont une énergie sans faille. De la même façon **ils exerceront une vigilance particulière sur le futur traité européen qui doit engager un tournant significatif permettant à l'Union européenne de renouer avec la croissance dans un cadre de coopération entre les nations et non de tutelle sur leurs choix démocratiques souverains**.

3 juillet 2012 - Communiqué de M.F. Bechtel

4

Constitution du groupe :

**« Socialiste,
Républicain et
Citoyen »**

**Le communiqué
de presse de
Jean-Luc Laurent,
Président du MRC.**

Mardi 26 juin, les députés du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) ont constitué un groupe avec les députés du Parti Socialiste (PS) et des députés divers gauche. Ce groupe s'appellera « Socialiste, Républicain et Citoyen ».

Ce choix pour la législature qui s'ouvre s'inscrit dans la continuité de la campagne présidentielle qui a vu le MRC soutenir François Hollande dès le premier tour après le retrait de la candidature de Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Luc Laurent précise : « Le groupe « Socialiste, Républicain et Citoyen » sera le moteur de la majorité présidentielle et les trois députés du MRC, qui veulent agir pour la réussite du redressement de la France et la réorientation de la construction européenne, formeront une composante du groupe, disposant de la liberté d'expression et de vote. »

Lors des élections législatives de juin, trois députés MRC ont été élus :

- **Christian Hutin**, maire de Saint-Pol-sur-Mer, a été réélu député du Nord ;
- **Marie-Françoise Bechtel**, a été élue pour la première fois députée de l'Aisne ;
- **Jean-Luc Laurent**, maire du Kremlin-Bicêtre, a été élu pour la première fois député du Val-de-Marne.

Ces trois candidatures s'inscrivaient dans l'accord politique législatif PS-MRC signé le 9 mars par Martine Aubry, première secrétaire du Parti Socialiste, et Jean-Luc Laurent, président du Mouvement Républicain et Citoyen.



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LE BILAN POLITIQUE



Par Bastien Faudot
Secrétaire national en charge des élections

LES résultats des élections législatives pour notre organisation sont positifs et conformes aux objectifs fixés par notre président lors du Conseil National de décembre 2011 : retrouver les moyens du financement public et obtenir plusieurs députés à l'Assemblée Nationale.

DES CANDIDATURES D'UNION RÉUSSIES

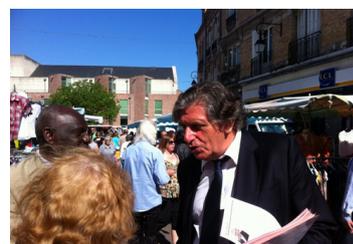
Avec trois élus pour candidats d'union, le MRC améliore ses résultats de 2007 (dans un contexte certes plus favorable). L'enseignement principal tient, au-delà des trois députés élus, à l'excellente qualité des campagnes électorales :

- A l'exception de la 13ème circonscription du Nord où **Christian Hutin** était sortant, aucune ne pouvait être considérée comme gagnée.



Jean-Pierre Chevènement à Antibes pour soutenir Éric Martin

- Tous les scores de 1er tour étaient situés au-dessus de 20 %. Dans un contexte difficile, **Eric Martin** et **Jean-Pierre Cossin** ont été éliminés de justesse. Tous deux réalisent des records jamais atteints pour la gauche de gouvernement dans leurs circonscriptions respectives et doublent les scores de 2007.
- Les sept candidats qualifiés avaient tous une carte à jouer au second tour malgré des circonscriptions peu favorables (2ème circonscription de la Drôme, 13ème circonscription des Hauts de Seine et 7ème circonscription du Var notamment).



Jean-Pierre Cossin en campagne au marché de Noyon

ILS ONT TRÉBUCHÉ DE PEU !

- **Catherine Coutard** a comblé une bonne partie du retard de François Hollande sur la 2ème circonscription de la Drôme. À 49,2 % des voix, elle a amélioré de 2,2 % le score de la présidentielle et manque de peu son entrée à l'Assemblée nationale.
- **Etienne Butzbach** perd 4,7 % par rapport au score de François Hollande dans un contexte local marqué par une forte division de la gauche.



Catherine Coutard et Najat Vallaud-Belkacem entourées de militants devant l'école d'un quartier populaire de Montélimar

- **Julien Landfried** a fait vaciller la forteresse Devedjian sur la 13ème circonscription des Hauts de Seine : avec 191 voix d'écart l'ancien ministre a failli être battu. Le recours déposé devant le Conseil Constitutionnel laisse entrevoir que le combat n'est pas terminé (voir page 9)...
- **Ladislav Polski** a lui aussi tenu la dragée haute en triangulaire au député sortant dans le Var. Dans la ville principale de La Seyne sur mer, il arrive devant le candidat UMP Jean Sébastien Vialatte avec près de 10 % des voix. Hélas cela n'a suffi pas à compenser le reste de la circonscription. ▶



Le Docteur Marcel Rufo soutient Ladislav Polski



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LE BILAN POLITIQUE

LES CANDIDATS ÉLUS DÉPUTÉS

Jean-Luc Laurent et **Marie-Françoise Bechtel** avaient fait le principal au 1er tour en arrivant en tête de la gauche dans leur circonscription. Pour l'un comme pour l'autre, il s'agit d'une vraie performance au regard des rapports de force locaux.

Jean-Luc Laurent gagne contre le député sortant, maire de la principale ville de la circonscription. Il réalise au 1er tour un score de 47 % au Kremlin-Bicêtre.

M Politique
POLITIQUE Le suivi des promesses de François Hollande Législatives 2012

Jean-Luc Laurent, chevènementiste dans un ancien bastion "rouge"
LE MONDE | 10.07.2012 à 11h33 • Mis à jour le 10.07.2012 à 11h35
Par Abel Mestre

À peine élus les députés chevènementistes suscitent les réactions de la presse !



Jean-Pierre Chevènement
en visite à Presles pour soutenir **Marie-Françoise Bechtel**

Marie-Françoise Bechtel affrontait une situation à haut risque avec trois fortes candidatures à gauche et un FN puissant. Elle fait le plein des voix de gauche au 2ème tour et l'emporte confortablement avec 53,65 % des voix.



Christian Hutin lors de la proclamation des résultats

Le seul député sortant MRC **Christian Hutin**, est réélu très largement avec un score de 48 % au 1er tour, puis 64 % au 2ème tour.

LES CANDIDATURES AUTONOMES

Par ailleurs, les candidatures autonomes (58 au total) ont elles aussi été de bonne tenue. Le contexte d'élections législatives dans la foulée de la présidentielle présente une forte tendance à polariser le paysage politique. Les « petites » candidatures s'en trouvent par conséquent pénalisées car elles subissent l'enjeu majorité/opposition qui domine les débats.

Pour autant, partout ou presque, les candidats MRC, malgré des scores souvent modestes, se situent devant les représentants d'autres formations politiques comme le NPA, LO, DLR et même le PRG. La communication unifiée et le travail militant ont permis une représentation significative du MRC. Parmi les

TOULOUSE ET SA RÉGION
PUBLIÉ LE 07/06/2012 08:49

Des "indignés du PS" derrière Cotelle
La Dépêche du Midi

Les cinq Maires PS du « Collectif pour un Parti Socialiste digne » ont soutenu **Thierry Cotelle**

candidats autonomes, les résultats de **Thierry Cotelle** à Toulouse (15 %), **Philippe Gorce** dans le Puy-de-Dôme, ►

la montagne.fr

Monique Bonnet et Philippe Gorce sur deux circonscriptions

Philippe Gorce, Monique Bonnet
le MRC bien représenté dans le Puy-de-Dôme



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LE BILAN POLITIQUE



Paul Loridant



Paul Loridant dans l'Essonne, **Jacques Goffinon** dans la Somme et **Jean-Pierre Pernot** dans le Val d'Oise (tous entre 2 et 5 %) méritent d'être particulièrement relevés

Jacques Goffinon



Venu soutenir **Jean-Pierre Pernot**, **Jean-Pierre Chevènement** a visité le lycée Escoffier (métiers de la restauration) à Eragny sur Oise

ainsi que la candidature dissidente de **Laurent Pieuchot** dans les Hauts-de-Seine associée au suppléant MRC **Christian Raoult** (15 %).



Laurent Pieuchot et Christian Raoult

A Paris où le MRC présentait six candidats, deux ont passé la barre du 1 % : **Marianne Picard** (1,04 %)



et

Philippe Navarre (1,78 %).



Au total, 33 candidats MRC ont réalisé plus de 1 % des voix, (soit une dizaine de plus qu'en 2007) sur 67 candidats présentés au global, le ratio est donc de ½. Si nous n'avons pu réunir les 50 candidats à 1 %, c'est essentiellement du fait du nombre insuffisant de candidats.

PREMIER BILAN, PREMIÈRE DÉCISION

Avec très peu de moyens, les candidats autonomes du MRC ont obtenu des résultats tout à fait honorables, supérieurs à ceux de 2007, et contribuent à la dynamique de renforcement de notre mouvement. En page 8 vous trouverez la liste de tous les candidats autonomes (dans l'ordre numérique des départements et circonscriptions). Pour chaque candidat nous donnons le nombre de voix obtenues et le pourcentage des voix exprimées.

Pour le MRC, le bilan de la séquence législative est positif, mais laisse aussi quelques déceptions. Trois des quatre candidats battus au deuxième tour ont perdu avec un faible écart de voix (moins de 1000 voix et 1 % environ de différence). Le MRC sort cependant indéniablement renforcé en envoyant son Président et ses deux vice-présidents à l'Assemblée Nationale, lui offrant ainsi une capacité d'expression accrue. Le résultat se révèle conforme à l'objectif que s'était fixé notre parti lors du Conseil National de décembre 2011 : être renforcé à l'Assemblée Nationale.

Au terme d'une négociation relative à la visibilité du groupe, à ses moyens, mais aussi à sa liberté d'expression et de vote, les trois députés ont décidé, avec la direction nationale, de constituer avec le PS un groupe commun appelé *Groupe Socialiste Républicain et Citoyen*. ■



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LES CANDIDATURES AUTONOMES

Hubert Cabassut (Alpes de Haute-Provence 1ere) 279 - 0,75% ; **Cédric Matthews** (Bouches du Rhône 6e) 705 - 1,73% ; **Pierre Bonnet** (Bouches de Rhône 7e) 96 - 0,32% ; **Driss Anichem** (Calvados 2e) 172 - 0,44% ; **Serge Lezement** (Calvados 6e) 369 - 0,67% ; **Michel Le Creff** (Charente-Maritime 1ere) 137 - 0,23% ; **Jean-Luc Delcampo** (Charente-Maritime 2e) 381 - 0,68% ; **Serge Maupouet** (Charente-Maritime 3e) 535 - 1,15% ; **Vladimir Djordjevic** (Doubs 3e) 329 - 0,85% ; **Renée Rémy** (Doubs 5e) 352 - 0,74% ; **Fatima Rag El Hassi** (Gard 1ere) 248 - 0,52% ; **Thierry Cotelte** (Haute-Garonne 9e) 6394 - 15,04% ; **Jean-Louis Apeçarena** (Gironde 8e) 430 - 0,74% ; **François Mas** (Gironde 10e) 776 - 1,66% ; **Hervé Nifenecker** (Isère 2e) 404 - 0,96% ; **Eléonore Perrier** (Isère 3e) 318 - 0,98% ; **Eric Glaume** (Isère 10e) 327 - 0,68% ; **Arnaud Deborne** (Jura 1ere) 375 - 0,92% ; **Christine Meyer** (Loire-Atlantique 1ere) 670 - 1,54% ; **Jean-François Lajeunesse** (Loire-Atlantique 5e) 560 - 0,86% ; **Bruno Chevalier** (Loire-Atlantique 6e) 1211 - 1,89% ; **Philippe Montagne** (Lot 1ere) 655 - 1,47% ; **Daniel Salé** (Maine-et-Loire 7e) 429 - 0,95% ; **Eric Tollénaère** (Meurthe-et-Moselle 1ere) 384 - 0,86% ; **Philippe Blet** (Pas-de-Calais 7e) 831 - 1,76% ; **Monique Bonnet** (Puy-de-Dôme 1ere) 518 - 1,20% ; **Philippe Gorce** (Puy-de-Dôme 3e) 1109 - 2,14% ; **Atika El Bourimi** (Pyrénées-Orientales 1ere) 443 - 1,13% ; **Ahmed Sobban** (Pyrénées-Orientales 3e) 244 - 0,51% ; **Bastien Faudot** (Haut-Rhin 5e) 182 - 0,45% ; **Martine Souvignet** (Rhône 3e) 199 - 0,51% ; **Dominique Vial** (Rhône 9e) 925 - 1,88% ; **Gilles Rossary-Lenglet** (Rhône 10e) 468 - 0,86% ; **Bruno Moschetto** (Paris 7e) 283 - 0,64% ; **Benjamin Candelon** (Paris 8e) 304 - 0,63% ; **Grégory Auda** (Paris 9e) 240 - 0,62% ; **Philippe Navarre** (Paris 10e) 694 - 1,78% ; **Marianne Picard** (Paris 11e) 458 - 1,04% ; **Fabien Manhes** (Paris 13e) 355 - 0,78% ; **Yohann Duval** (Seine-Maritime 5e) 424 - 0,78% ; **David Dupré** (Seine-et-Marne 2e) 536 - 1,17% ; **Nadine Lopes** (Seine-et-Marne 9e) 807 - 1,84% ; **Marie Soubie-Llado** (Seine-et-Marne 10e) 470 - 1,18% ; **Jacques Goffinon** (Somme 2e) 994 - 2,36% ; **Dominique Levêque** (Vienne 4e) 337 - 0,80% ; **Paul Loridant** (Essonne 5e) 1868 - 4,46% ; **Aimée Gourdol** (Hauts-de-Seine 3e) 382 - 0,85% ; **Laurent Pieuchot** (Hauts-de-Seine 10e) 6 514 - 15,01% ; **Françoise Marguerite-Barbeito** (Seine-Saint-Denis 2e) 141 - 0,64% ; **Béatrice Desmartin** (Seine-Saint-Denis 7e) 219 - 0,62% ; **Daniel Kpodé** (Seine-Saint-Denis 11e) 113 - 0,38% ; **Marc Badel** (Val-de-Marne 5e) 569 - 1,21% ; **Laurent Muraro** (Val-de-Marne 6e) 247 - 0,54% ; **Arthur Riedacker** (Val-de-Marne 8e) 201 - 0,46% ; **Jean-Pierre Pernot** (Val d'Oise 2e) 1177 - 2,80% ; **Jean-Marie Duplaà** (Val d'Oise 4e) 373 - 0,91%.



LE MRC A BESOIN DE VOUS MAINTENANT

Adhérer au MRC, c'est rester libre !

Département _____ Comité local (éventuellement) _____

Participation au comité national jeunes

Je soussigné(e) NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ CP _____

Profession _____ Lieu professionnel _____

Syndicat (pour participation éventuelle au secteur monde du travail) _____

Téléphone _____ Portable _____

Courriel _____

Mandat(s) électif(s) éventuel(s) _____

Souhaite adhérer au MRC renouveler son adhésion au MRC

et joint un chèque de _____ €, à l'ordre de AFMRC

La cotisation nationale 2012 est de 55 € minimum + cotisation libre selon revenus.

Un reçu fiscal sera fourni pour bénéficier d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de la cotisation.

Pour les personnes au RSA, en recherche d'emploi, étudiants de moins de 25 ans, la cotisation est de 25 €.

Fait à _____

Le _____ Signature _____

BULLETIN A RETOURNER ACCOMPAGNE DU CHEQUE A : MRC - 3 AVENUE DE CORBERA - 75012 PARIS

LANDFRIED - DEVEDJIAN : ON REFAIT LE MATCH ?

La 13ème circonscription des Hauts de Seine (Antony, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Sceaux) était le fief réputé imprenable de Patrick Devedjian. Ancien ministre, ancien maire d'Antony, actuel président du Conseil général, il était député sortant et se présentait avec pour suppléant un homme lui aussi très implanté : Georges Siffredi, maire de Châtenay-Malabry et vice-président du Conseil général.

Pourtant, au terme d'une campagne de mobilisation exemplaire tant sur le terrain que sur la toile (voir www.landfried2012.fr), Julien Landfried a frôlé la victoire avec 49,82 % des suffrages exprimés à 191 voix seulement de son adversaire.

Julien Landfried est très nettement majoritaire à Châtenay-Malabry et à Bourg-la-Reine. À Antony il fait progresser très fortement la Gauche. Patrick Devedjian a perdu des voix partout... Sauf à Antony où il en gagne 204 par rapport à 2007.

Le taux de participation a été de 63,57 % au second tour, soit 8,17 points de plus que la moyenne nationale et 5,71 points de plus que le reste du 92 !

C'est la conséquence d'une puissante campagne de mobilisation des électeurs de gauche :

- 120 volontaires, mobilisés sur plus de 60 événements ;
- Près de 10 000 portes frappées, dont près de 4000 portes ouvertes, lors de 29 sessions de porte-à-porte ;
- 23 tractages aux marchés et gares de la circonscription ;
- 9 « stand up » à la sortie des gares RER et dans les rues commerçantes ;
- Deux messages téléphoniques distribués à l'ensemble de la circonscription.

Les scores de Julien Landfried dans les quartiers populaires, bien qu'excellents (entre 60 et 77 % des votants) ont malheureusement été nuancés par la forte abstention dans

ces bureaux de vote (parfois plus de 50 %). Une dissidence socialiste au premier tour et l'absence de soutien du Front de gauche au second n'auront pas aidé...

Cependant la fin de l'histoire n'est peut-être pas écrite puisque, au titre de l'article LO134 du code électoral (« Un député, un sénateur ou le remplaçant d'un membre d'une assemblée parlementaire ne peut être remplaçant d'un candidat à l'Assemblée nationale »), Julien Landfried a déposé un recours auprès du Conseil constitutionnel. En effet, Georges Siffredi est déjà premier remplaçant sur la liste UMP des Hauts-de-Seine au Sénat. Les allégations de Patrick Devedjian pendant la campagne (il a prétendu que son suppléant avait démissionné de la liste sénatoriale) ne changent rien au fond du problème : il est léga-

ment impossible de démissionner d'une liste parlementaire.

La presse (AFP, Métro, Rue89, Le Parisien, Le Monde, Marianne...) a donné un large écho à ce recours.

Début juillet un tract annonçant cette démarche a été distribué dans les quartiers populaires.

Si le Conseil constitutionnel annule l'élection, une élection législative partielle aura lieu fin 2012 - début 2013. Julien Landfried aura alors de besoin de l'aide de tous les camarades du MRC pour l'emporter et donner un 4ème député au mouvement.



Des accroche-portes pour signaler le passage des volontaires



Avec les volontaires avant un porte-à-porte



Julien Landfried et Patrick Devedjian au marché d'Antony

Rejoignez dès maintenant les volontaires de sa campagne à l'adresse suivante :

www.landfried2012.fr/volontaires/

Bastien Faudot
Secrétaire national
en charge de
l'université d'été



Quelle gauche pour quel changement ?

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU MRC
BELFORT # Techn'Hom
15 & 16 SEPTEMBRE 2012



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

BELFORT 15 & 16 SEPTEMBRE 2012

Université de Technologie de Belfort-Montbéliard
Amphithéâtre Bâtiment H - 4 rue Thierry Mieg



Vue extérieure de l'amphithéâtre où se dérouleront les travaux

QUELLE GAUCHE

POUR QUEL CHANGEMENT ?

Dans un contexte de forte instabilité économique, sociale et politique, la victoire de la gauche n'aura pas engendré d'état de grâce. Les citoyens Français sont soucieux et conscients des difficultés majeures qui pointent à l'horizon. Si les marges de manœuvres s'avèrent effectivement très minces, le champ des possibles reste cependant ouvert.

Pour le MRC, composante non-alignée de la majorité présidentielle, l'édition 2012 de l'université d'été doit être l'occasion de marquer le terrain et d'esquisser quelques orientations de notre positionnement politique pour le mandat qui vient. En écho au slogan intransitif de François Hollande (*le changement, c'est maintenant*), l'université d'été sera le moment de reprendre le fil du projet présidentiel en proposant un contenu au changement et une perspective républicaine pour la majorité.

QUELQUES TRAINS POUR BELFORT

La nouvelle gare TGV de Belfort-Montbéliard est directement reliée à de nombreuses villes françaises : Paris, Lyon, Marseille, Dijon, Besançon, Lille, Montpellier, Nîmes, Avignon ou Valence. Voici, ci-contre, un tableau succinct des principales connexions allers et retours pour rejoindre Belfort. D'autres lignes (plus lentes et moins chères) relie aussi la gare de Belfort-Ville. L'ensemble des horaires des trains sont accessibles sur www.voyages-sncf.com.

Pour rejoindre le centre-ville et l'Université d'été depuis la gare TGV : prendre la ligne de bus n°3 (direction Eloie) qui relie le centre-ville en moyenne toutes les 15 à 20 min. Arrêt Techn'hom/UTBM pour arriver à l'Université d'été.

Attention : pas de vente de tickets à bord des bus. 2 possibilités s'offrent à vous :

- acheter vos tickets au Relay H de la gare TGV ou de la gare de Belfort-Ville ;
- le ticket par SMS (Orange, SFR et Bouygte) : envoyez BUS par SMS au 84100. Le prix du ticket (1,5€) sera décompté de votre forfait (+ prix d'un SMS).

REJOINDRE BELFORT EN AVION

Il est aussi possible d'arriver à Belfort par avion (via l'aéroport de Bâle-Mulhouse). Les horaires dépendent des compagnies et sont susceptibles d'évoluer. Des vols directs réguliers vers Nantes, Nice, Toulouse ou Bordeaux sont opérés par la compagnie Easyjet. Retrouvez l'ensemble des horaires et des tarifs sur www.easyjet.com/fr. Pour rejoindre Belfort depuis Bâle : rejoindre la gare de Saint-Louis avec la navette de l'aéroport (10 min). Des trains pour Belfort via Mulhouse partent toutes les demi-heures.

	Vendredi	Samedi	Dimanche
Gare de départ	Aller	Aller	Retour
Paris Gare de Lyon	14h23-16h39 16h23-18h39 17h23-19h51 19h23-21h51 20h23-22h51	6h15-8h39	13h20-15h37 16h08-18h37 18h08-20h37 19h21-21h37
Lille Europe	19h02-22h41		13h56-19h45
Dijon	19h01-19h51 21h01-21h51 22h01-22h51		16h08-16h58 18h08-18h58
Lyon Part Dieu	12h34-15h27 17h04-19h27 19h04-21h27	6h04-8h46	14h33-16h56 17h33-19h56 20h33-23h14
Marseille Saint Charles	10h42-15h27 15h14-19h25		12h32-17h20 17h33-21h46
Montpellier	17h02-21h27		14h33-18h53

FORMATION JEUNES ET FUTURS CADRES

Une formation jeunes et futurs cadres du MRC sera organisée en amont de l'université d'été les 13 & 14 septembre dans le Territoire de Befort. Retrouvez le programme complet et le bulletin d'inscription sur :

www.mrc-france.org

Attention, les capacités d'accueil étant limitées, il n'y aura pas de place pour tous les volontaires !

MATINÉE DU SAMEDI 15 SEPTEMBRE 2012

10h - Accueil : **Maurice Schwartz**, 1er secrétaire fédéral du MRC 90 et **Christian Proust**, Conseiller général, président de la SEMPAT
- Introduction de l'université d'été : **Bastien Faudot**, Secrétaire National chargé de la formation et des universités d'été

TABLE
RONDE
1

QUELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE ET FISCALE POUR RENOUER AVEC LA CROISSANCE ?

10h30 → 12h

François Hollande a réussi à imposer le thème de la croissance au fil des conférences internationales et autres sommets. Parallèlement, les marges de manœuvre sont maigres et l'équation du « redressement dans la justice » est difficile à résoudre. Plusieurs voies ont été évoquées de part et d'autre du Rhin. Comment retrouver une dynamique productive dans la zone euro ? Les plans de licenciements sont-ils une fatalité ? Jusqu'où la rigueur est-elle négociable ? Quelle politique fiscale pour accompagner le redressement du pays et redynamiser l'économie en France et en Europe ?

APRÈS-MIDI DU SAMEDI 15 SEPTEMBRE 2012

TABLE
RONDE
2

QUELLES RÉPONSES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES POUR SORTIR L'EUROPE DE L'IMPASSE ?

13h45 → 15h15

L'euro arrive au terme de ses contradictions constitutives. La crise de l'euro fait resurgir un dilemme qui nous renvoie à la naissance de la monnaie unique : les uns préconisent une plus forte intégration politique et le fédéralisme budgétaire, les autres le retour au terreau démocratique des nations. La crise politique paraît inéluctable : si les peuples semblent vouloir rester dans la zone euro, ils refusent les réformes structurelles qui sont assorties aux différents plans de sauvetage qui ont été concoctés. Les démocraties européennes, et à travers elles, la volonté des citoyens, sont-elles en passe d'être mises sous tutelle ? Le fédéralisme offre-t-il une perspective de sortie de crise ? Faut-il maintenir la monnaie unique et à quel prix ?

TABLE
RONDE
3

LES FRANÇAIS ET LA GAUCHE : GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE ET POLITIQUE AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS

15h45 → 17h15

La séquence électorale a montré une évolution de la géographie du vote des Français. France de l'Est, France de l'Ouest, France des champs, France des villes. Des Lignes de fractures divisent le pays et dessinent des contrastes parfois saisissants. Au vote des centres urbains, majoritairement à gauche, s'oppose un vote des champs, très ancré à droite et même à l'extrême droite. Si ce phénomène était déjà apparu précédemment, il s'est très largement accru en 2012. La crise de la mondialisation permet-elle de l'expliquer ? Où sont les couches populaires ? Qu'ont-elles voté ? A quoi ressemble le nouvel électorat de la gauche ?

À PARTIR DE 17H30

Visite du site du Techn'Hom et présentation du projet de reconversion industrielle



11

MATINÉE DU DIMANCHE 16 SEPTEMBRE 2012

TABLE
RONDE
4

LA GAUCHE À LA RECONQUÊTE DE L'IDÉE RÉPUBLICAINE

9h30 → 11h

Si elle fut aux sources de l'idée républicaine, la gauche a parfois pris le pli de s'en éloigner. Mais la débâcle du modèle libéral, les périls de la mondialisation et la crise de l'euro rebattent les cartes. Depuis de longues décennies, jamais l'idéal républicain, et son corollaire, la souveraineté du peuple, n'étaient apparus aussi fragilisés. Le contexte favorise la prise de conscience et des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour que la gauche se réapproprie cette part essentielle de son histoire. Qu'est-ce qu'être républicain en 2012 ? Comment l'idée républicaine peut-elle revitaliser la gauche et redresser la France ? Face à la crise, en quoi la République demeure plus que jamais propice et utile ?

BELFORT 15 & 16 SEPTEMBRE 2012

UNIVERSITE D'ÉTÉ DU MRC

BULLETIN D'INSCRIPTION

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

TARIFS DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Cocher les prestations retenues	Libellés	Tarifs
<input type="checkbox"/>	Inscription à l'université d'été	20 €
<input type="checkbox"/>	Repas du samedi midi	10 €
<input type="checkbox"/>	Banquet républicain du samedi soir	25 €
<input type="checkbox"/>	Forfait global étudiant/chômeur	40 €
Total inscription		

NB : Excepté pour les étudiants ou les chômeurs, l'inscription à l'université d'été est obligatoire

MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

- Renseigner le présent bulletin (un bulletin par personne).
- Joindre un chèque à l'ordre de « **MRC 90** » (un chèque par personne).
Le montant du chèque sera de 20, 30, 40, 45 ou 55 € suivant les prestations retenues.
- Envoyer le bulletin et le chèque dans les meilleurs délais à :
MRC 90
Maison du peuple - Salle 08
Place de la Résistance
90000 BELFORT
Tél : 03 84 22 85 70
Fax : 03 84 22 90 43
- Un pli peut contenir plusieurs inscriptions mais pour faciliter le travail des organisateurs, il est impérativement demandé un bulletin d'inscription et un chèque par personne.

À SAVOIR

- Aucune réservation ne sera enregistrée si elle n'est pas accompagnée d'un chèque du montant total de la réservation.
- En cas de difficultés, vous pouvez contacter sur place :
Régine COTTERON au 03 84 22 85 70 ou
Renée REMY au 06 83 23 51 37
- Bulletin téléchargeable sur : www.mrc-france.org

HÉBERGEMENT

HÔTELS RESTAURANTS

Novotel *** 75 €

Belfort Centre, Avenue de l'Espérance
Restaurant «Les Saveurs»
Tél: 03 84 58 85 00 - Fax: 03 84 58 85 01
Tickets rest. et Chèques vac.

TONNEAU D'OR *** 64 €

1, Rue Reiset
Restaurant «Le Tonneau d'Or»
Tél: 03 84 58 57 56 - Fax: 03 84 58 57 50
Tickets rest.

LES CAPUCINS ** 50 €

20, Fg de Montbéliard
Restaurant «Les Capucins»
Tél: 03 84 28 04 60 - Fax: 03 84 55 00 92
Tickets rest. et Chèques vac.

KYRIAD ** 49 €

55 bis, Fg de Montbéliard
Restaurant «Comfort Inn Primevère»
Tél: 03 84 22 46 76 - Fax: 03 84 22 53 32
Tickets rest. et Chèques vac.

ALL SEASONS ** 56 €

Rue Gaston Defferre
Restaurant «Marmotte»
Tél: 03 84 22 09 84 - Fax: 03 84 22 59 63
Tickets rest. et Chèques vac.

HÔTELS

BOREAL *** 65 €

2 Ter, rue du Comte de la Suze
Tél: 03 84 22 32 32 - Fax: 03 84 28 15 01
Chèques vac.

BEST WESTERN ** 59 €

9, avenue Wilson
Tél: 03 84 21 59 45 - Fax: 03 84 22 72 40

IBIS BUDGET * 40 €

23, avenue de la Laurencie
Tél: 08 92 70 51 30

SAINT CHRISTOPHE ** 65 €

Place d'Armes
Tél: 03 84 55 88 88 - Fax: 03 84 54 08 77

FORMULE1 30 €

1, rue René Cassin
Tél: 03 84 22 26 10 - Fax: 03 84 28 86 52
Chèques vac.

PREMIÈRE CLASSE 38 €

Glacis du château
ZAC de la justice
Tél: 03 84 22 10 10 - Fax: 03 84 22 25 89

RESIDENCE MADRID 15-20 €

Auberge de jeunesse
6 rue de Madrid
Tél: 03 84 21 39 16



*Le restaurant d'entreprise
Techn'hom 1 au 2 rue de l'Etang*